

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[2003/43006]

Indices du prix de revient du transport professionnel de marchandises par route

Le Service public fédéral Mobilité et Transports communique ci-après les indices du prix de revient du transport professionnel de marchandises par route pour le mois de mai 2003 (base 31 décembre 1999 = 100) :

	Indice mai 2003	Moyenne mobile 3 mois
Transport national		
Messagerie	135,78	136,52
Général	127,52	129,29
Transport international général		
Belgique-Allemagne	125,34	127,19
Belgique-France	127,38	129,05
Belgique-Italie	127,87	129,16
Belgique-Espagne	125,11	126,46
Indice standard (autres cas)	126,42	127,97

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[2003/43006]

Indexcijfers van de kostprijs van het beroepsgoederenvervoer over de weg

De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer deelt hierna de indexcijfers van de kostprijs van het beroepsgoederenvervoer over de weg mede voor de maand mei 2003 (basis 31 december 1999 = 100) :

	Indexcijfer mei 2003	Voortschrijdend gemiddelde 3 maanden
Nationaal vervoer		
Stukgoed	135,78	136,52
Algemeen	127,52	129,29
Algemeen internationaal vervoer		
België-Duitsland	125,34	127,19
België-Frankrijk	127,38	129,05
België-Italië	127,87	129,16
België-Spanje	125,11	126,46
Standaardindexcijfer (andere gevallen)	126,42	127,97

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00137]

20 DECEMBRE 2002. — Circulaire relative aux tâches exercées par les autorités provinciales pour le Service public fédéral Intérieur

A Madame le Gouverneur de province,

A Madame le Gouverneur et à Monsieur le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Messieurs les Gouverneurs de province,

A Monsieur le Gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand,

Aux membres des députations permanentes

Aux Présidents des Conseils provinciaux

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement et Commissaires d'arrondissement adjoints

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,

Madame, Monsieur le Gouverneur, Vice-Gouverneur et Gouverneur adjoint,

Madame, Monsieur le Président du Conseil provincial,

Madame, Monsieur le Député permanent,

Madame, Monsieur le Commissaire d'arrondissement et Commissaire d'arrondissement adjoint,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur l'Echevin,

L'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993, a été remplacé par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés (*Moniteur belge* du 3 août 2001), en ce sens que - à partir du 1^{er} janvier 2002 - les régions sont compétentes pour "la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales" ainsi que pour un certain nombre de législations connexes.

En outre, cette disposition prévoit notamment que les gouverneurs des provinces, le gouverneur et le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, l'adjoint du gouverneur de la province du Brabant flamand, les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints sont nommés et révoqués par le gouvernement de la région concernée, sur l'avis conforme du Conseil fédéral des Ministres.

Le statut des susdites personnes, tant sur le plan administratif que pécuniaire, relève de la compétence de l'autorité régionale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00137]

20 DECEMBER 2003. — Omzendbrief betreffende de taken die de provinciale overheden voor de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken uitoefenen

Aan Mevrouw de Provinciegouverneur,

Aan Mevrouw de Gouverneur en de heer Vice-Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de heren Provinciegouverneurs,

Aan de heer Adjunct-Gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant,

Aan de leden van de bestendige deputaties

Aan de Voorzitters van de Provincieraden

Aan de dames en heren Arrondissementscommissarissen en Adjunct-Arrondissementscommissarissen

Aan de dames en heren Burgemeester en Schepenen,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, Vice-Gouverneur en Adjunct-Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter van de Provincieraad,

Mevrouw, Mijnheer de bestendig afgevaardigde,

Mevrouw, Mijnheer de Arrondissementscommissaris en Adjunct-Arrondissementscommissaris,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Schepenen,

Artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, is vervangen geworden door artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen (*Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 2001), in die zin dat de gewesten bevoegd zijn - vanaf 1 januari 2002 - voor de « samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen », alsook voor een aantal verwante wetgevingen.

Verder voorziet deze bepaling o.a. dat de provinciegouverneurs, de gouverneur en de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen benoemd en afgezet worden door de betrokken gewestregering, op eensluidend advies van de federale Ministerraad.

Het statuut van voormelde personen, zowel op administratief als geldelijk vlak, valt onder de bevoegdheid van de gewestelijke overheid.

En tant que commissaire du gouvernement fédéral et en vertu de la loi, elles continuent évidemment à exercer toute une série de missions fédérales, notamment pour le Service public fédéral Intérieur.

Il paraît indiqué de dresser à l'intention des communes un inventaire descriptif de ces tâches ainsi que des tâches exercées par le conseil provincial, la députation permanente et le commissaire d'arrondissement pour le Service public fédéral Intérieur.

Enfin, les tâches du collège des gouverneurs de province doivent être précisées.

Ci-après figure une énumération de ces missions et de ces tâches.

1. le gouverneur de province :

1.1. en tant que commissaire du gouvernement.

Aux termes des articles 4 et 124, alinéa 2, de la loi provinciale, le gouverneur est le commissaire du gouvernement et le représentant de l'Etat dans la province. En application de l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, remplacé en dernier lieu par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001, les régions sont désormais (à partir du 1^{er} janvier 2002) compétentes pour l'organisation de la loi provinciale. Les articles 4 et 124, alinéa 2, de la loi provinciale ont de ce fait été régionalisés.

La susdite loi spéciale ne prévoit pas explicitement une disposition qui ferait apparaître sans ambiguïté que le gouverneur de province n'est pas seulement le commissaire des gouvernements des entités fédérées mais aussi celui du gouvernement fédéral.

Toutefois l'article 4, dernier alinéa, de la même loi spéciale dispose notamment que les actes, règlements et ordonnances des autorités des provinces ne peuvent être contrairement aux lois et aux arrêtés de l'autorité fédérale, qui peut, en tout cas, charger les autorités provinciales de leur exécution, et d'autres missions, en ce compris donner un avis, ainsi que d'inscrire au budget toutes les dépenses qu'elle impose à ces autorités. C'est dans cette qualité de commissaire du gouvernement fédéral que les gouverneurs de province conservent le pouvoir hiérarchique sur les agents fédéraux mis à leur disposition par l'autorité fédérale.

C'est également dans cette qualité de commissaire du gouvernement fédéral que les gouverneurs de province interviennent pour le moment encore dans les dossiers de plainte introduits contre les bourgmestres; conformément à l'article 40 de la loi spéciale susmentionnée du 13 juillet 2001, le Roi reste compétent, jusque fin 2006, pour prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des bourgmestres; par conséquent les gouverneurs seront chargés, jusqu'au 31 décembre 2006, des enquêtes administratives concernant les plaintes déposées à l'encontre des bourgmestres.

La sécurité et la police ainsi que la protection civile et les services d'incendie constituent une matière fédérale en application respectivement de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, quatrième tiret, et § 4, 3^o, et 7^o, et de l'article 6, § 4, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tels que modifiés par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 13 juillet 2001. Dès lors, il y a lieu de considérer que l'article 128 de la loi provinciale, tel que remplacé par la loi du 7 décembre 1998, ainsi que l'article 129 de la loi provinciale, n'ont pas été régionalisés, contrairement aux susdits articles 4 et 124, alinéa 2, de la loi provinciale. Dans ces matières, à savoir le maintien de l'ordre public (articles 128 et 129 de la loi provinciale), la planification d'urgence et les secours d'urgence (loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile), la responsabilité du gouverneur de province à l'égard du Ministre de l'Intérieur a notamment été maintenue.

1.2. la tutelle administrative sur les communes de Fourons et de Comines-Warneton.

La tutelle administrative sur les communes de Fourons et de Comines-Warneton est exercée par les gouverneurs respectivement des provinces de Limbourg et de Hainaut sur l'avis du collège des gouverneurs de province (article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et remplacé par la loi du 13 juillet 2001 et article 131bis de la loi provinciale, inséré par la loi du 9 août 1988 et modifié par la loi du 16 juillet 1993). Les modalités de cette tutelle administrative sont réglées par l'arrêté royal du 6 septembre 1988 fixant les modalités de fonctionnement du collège des gouverneurs de province institué par l'article 131bis de la loi provinciale, modifié par les arrêtés royaux des 28 juin 1994 et 9 et 25 janvier 1995.

1.3. les tâches relatives à l'organisation des élections des Chambres législatives fédérales, des Conseils régionaux et du Parlement européen.

Il s'agit des tâches du gouverneur de province visées notamment aux articles 15, 15bis, 91, 93, 93bis, 102 et 107, alinéas 3 et 4, 230 et 240 (concernant l'arrondissement de Bruxelles) du Code électoral, aux

Als commissaris van de federale regering en krachtens de wet blijven zij uiteraard een ganse reeks van federale opdrachten uitoefenen, ondermeer voor de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Het lijkt aangewezen ten behoeve van de gemeenten een beschrijvende inventaris van deze taken, alsook van de taken die de provincieraad, de bestendige deputatie en de arrondissementscommissaris voor de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken vervullen, op te maken.

Tenslotte dienen de taken van het college van provinciegouverneurs toegelicht te worden.

Hierna volgt een opsomming van deze opdrachten en taken.

1. de provinciegouverneur :

1.1. als commissaris van de regering.

Luidens de artikelen 4 en 124, tweede lid, van de provinciewet is de gouverneur de commissaris van de regering en de vertegenwoordiger van de Staat in de provincie. Met toepassing van artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst vervangen door artikel 4 van de bijzondere wet van 13 juli 2001, zijn de gewesten voortaan (met ingang van 1 januari 2002), bevoegd voor de organisatie van de provinciewet. Hierdoor werden de artikelen 4 en 124, tweede lid, van de provinciewet geregionaliseerd.

De voornoemde bijzondere wet voorziet niet uitdrukkelijk in een bepaling waaruit ondubbelzinnig zou blijken dat de provinciegouverneur niet alleen de commissaris van de deelregeringen maar ook van de federale regering is.

Artikel 4, laatste lid, van dezelfde bijzondere wet bepaalt evenwel o.m. dat de handelingen, reglementen en verordeningen van de overheden van de provincies niet in strijd mogen zijn met de wetten en de besluiten van de federale overheid, die in elk geval de provinciale overheden met de uitvoering daarvan en met andere opdrachten, met inbegrip van het geven van advies, kan belasten, alsook met het op de begroting brengen van alle uitgaven die zij aan deze overheden oplegt. Het is in die hoedanigheid van commissaris van de federale regering dat de provinciegouverneurs de hiërarchische overste blijven van het federaal personeel dat door de federale overheid hen ter beschikking wordt gesteld.

Het is ook in die hoedanigheid van commissaris van de federale regering dat de provinciegouverneurs voorlopig nog tussenkomen in de tegen de burgemeesters ingediende klachtendossiers; overeenkomstig artikel 40 van voormelde bijzondere wet van 13 juli 2001 blijft de Koning, tot einde 2006, bevoegd om tuchtmaatregelen te nemen ten aanzien van de burgemeesters; tot 31 december 2006 zullen de gouverneurs derhalve belast worden met de administratieve onderzoeken betreffende de tegen de burgemeesters ingediende klachten.

De veiligheid en politie en de civiele bescherming en brandweer vormen een federale materie op grond van respectievelijk artikel 6, § 1, VIII, 1^o, vierde streepje, en § 4, 3^o, en 7^o, en artikel 6, § 4, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001. Derhalve dient er te worden aangenomen dat het artikel 128 van de provinciewet, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998 alsmede het artikel 129 van de provinciewet, in tegenstelling tot de hiervoor vermelde artikelen 4 en 124, tweede lid, van de provinciewet, niet werden geregionaliseerd. In deze materies, met name de openbare ordehandhaving (artikelen 128 en 129 van de provinciewet), de rampenplanning en de noodhulpverlening (wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming) werd de verantwoordelijkheid van de provinciegouverneur ten overstaan van de Minister van Binnenlandse Zaken behouden.

1.2. het administratief toezicht over de gemeenten Voeren en Komen-Waasten.

Het administratief toezicht over de gemeenten Voeren en Komen-Waasten wordt door de gouverneurs respectievelijk van de provincie Limburg en Henegouwen op het advies van het college van provinciegouverneurs uitgeoefend (artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en vervangen door de wet van 13 juli 2001, en artikel 131bis van de provinciewet, ingevoerd door de wet van 9 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993). De modaliteiten van dit administratief toezicht worden geregeld door het koninklijk besluit van 6 september 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het college van provinciegouverneurs ingesteld bij artikel 131bis van de provinciewet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juni 1994 en 9 en 25 januari 1995.

1.3. de taken met betrekking tot de organisatie van de verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, van de Gewestraden en van het Europees Parlement.

Het betreft de taken van de provinciegouverneur bepaald ondermeer in de artikelen 15, 15bis, 91, 93, 93bis, 102 en 107, derde en vierde lid, 230 en 240 (betreffende het arrondissement Brussel) van het Algemeen

articles 4, 11, 12, § 3, 15, 16 et 38 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et aux articles 4 et 6 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

1.4. les tâches dans le cadre du maintien de l'ordre public et de l'organisation de la police.

Les tâches et missions du gouverneur de province en matière de maintien de l'ordre public, qui constitue une matière fédérale (point 1.1), comprennent :

1.4.1. en exécution de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux :

- l'intervention du gouverneur en matière d'élection des membres du conseil de police (art. 18bis, 18quater, 20bis, 21bis et 21ter);

- le droit d'avis du gouverneur dans les procédures de désignation et de prolongation du mandat des chefs de corps et des directeurs coordonnateurs administratifs ainsi que dans la nomination des officiers de la police locale (art. 48, 49, 53, 54, 60, 107);

- la possibilité, pour le gouverneur, de désigner des fonctionnaires de liaison (art. 229; voir également art. 134 de la loi provinciale et l'arrêté royal du 30 novembre 2001);

- la tutelle administrative spécifique sur les actes en matière de police locale (art. 65 à 89 inclus) ainsi que sur la fixation par les communes de leur dotation à la zone de police (zone pluricommunale);

- la déclaration d'exécutoire des mandats que le comptable spécial refuse de payer (art. 30, alinéa 5);

- l'avis quant à la division en zones de police (art. 9);

- les gouverneurs et les commissaires d'arrondissement doivent être informés des réquisitions décrétées par le bourgmestre vis-à-vis de la police fédérale (art. 43);

- le droit du gouverneur de consulter la Commission permanente de la police locale (art. 91);

- le directeur coordonnateur administratif entretient régulièrement des rapports de service avec le commissaire d'arrondissement et le gouverneur (art. 103);

- le gouverneur peut faire appel à l'Inspection générale de la police fédérale et locale (art. 145 et 148);

1.4.2. en exécution de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police :

- les gouverneurs et les commissaires d'arrondissement sont des officiers de police administrative (art. 4);

- la concertation provinciale de sécurité doit stimuler les conseils zonaux de sécurité (art. 9);

- le gouverneur exerce à titre subsidiaire les attributions du bourgmestre ou des institutions communales lorsqu'ils manquent, volontairement ou non, à leurs responsabilités, lorsque les troubles à l'ordre public s'étendent au territoire de plusieurs communes ou lorsque, bien que l'événement ou la situation soit localisée dans une seule commune, l'intérêt général exige son intervention (art. 11);

1.4.3. en tant qu'autorité de police administrative :

1.4.3.1. missions générales :

- les missions visées à l'article 11 de la susdite loi du 5 août 1992;

- la circulaire ministérielle du 10 décembre 1987 Maintien de l'ordre.- Instructions générales coordonnées (notamment la mission générale de coordination);

- les articles 128 et 129 de la loi provinciale;

- la prise d'arrêtés de police en vue du maintien de l'ordre public en vertu de l'article 128 de la loi provinciale et des articles 1^{er} et 2 de la loi du 6 mars 1818 tels que modifiés par la loi du 5 juin 1934 et la loi du 14 juin 1963.

1.4.3.2. missions spécifiques.

Citons à titre d'exemple de spécification : la coordination provinciale du maintien de l'ordre en cas de grand rassemblement de foule sur le territoire de plusieurs communes (ex. les courses de vitesse pour voitures - les rallyes automobiles); constater qu'une assurance spéciale couvre la responsabilité civile des organisateurs d'une course ou d'un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse au moyen de véhicules automoteurs (article 8 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et arrêté royal du 26 avril 1995); prendre des mesures en cas de manifestation sur l'autoroute (circulaire ministérielle du 18 juillet 2002 concernant la gestion des événements liés à l'ordre public se déroulant sur les autoroutes).

Kieswetboek, de artikelen 4, 11, 12, § 3, 15, 16 en 38 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezingen voor het Europees Parlement en de artikelen 4 en 6 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt verkozen.

1.4. de taken in het kader van de openbare ordehandhaving en de organisatie van de politie.

De taken en opdrachten van de provinciegouverneur inzake de openbare ordehandhaving, die een federale materie vormt (punt 1.1), omvatten :

1.4.1. in uitvoering van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :

- tussenkomst van de gouverneur inzake de verkiezing van de leden van de politieraad (art. 18bis, 18quater, 20bis, 21bis, en 21ter);

- het adviesrecht van de gouverneur bij de procedure tot aanwijzing en verlenging van het mandaat van de korpschefs en van de bestuurlijke directeurs-coördinator, alsook bij de benoeming van de officieren van de lokale politie (art. 48, 49, 53, 54, 60, 107);

- de mogelijkheid voor de gouverneur om verbindingssambtenaren aan te wijzen (art. 229; zie ook art. 134 van de provinciewet en koninklijk besluit van 30 november 2001);

- het specifiek administratief toezicht op de handelingen inzake lokale politie (art. 65 t.m. 89); eveneens op de vaststelling door de gemeenten van hun dotatie aan de politiezone (meer gemeentezone);

- de uitvoerbaarverklaring van bevelschriften die de bijzondere rekenplichtige weigert te betalen (art. 30, lid 5);

- advies over de indeling in politiezones (art. 9);

- de gouverneur en de arrondissementscommissaris dienen ingelicht te worden over de vorderingen die de burgemeester uitvaardigt ten aanzien van de federale politie (art. 43);

- het recht van de gouverneur om de Vaste Commissie van de lokale politie te raadplegen (art. 91);

- de bestuurlijke directeur-coördinator onderhoudt geregelde dienstbetrekkingen met de arrondissementscommissaris en de gouverneur (art. 103);

- de gouverneur kan een beroep doen op de Algemene Inspectie van de federale en van de lokale politie (art. 145 en 148);

1.4.2. in uitvoering van de wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt :

- gouverneurs en arrondissementscommissarissen zijn officier van bestuurlijke politie (art. 4);

- het provinciaal veiligheidsoverleg moet de zonale veiligheidsraden stimuleren (art. 9);

- de gouverneur oefent de bevoegdheden van de burgemeester of van de gemeentelijke instellingen in subsidiaire orde uit wanneer deze, al dan niet vrijwillig, hun verantwoordelijkheden niet nakomen, wanneer de verstoring van de openbare orde zich uitstrekt over het grondgebied van verscheidene gemeenten of, wanneer, ook al is de gebeurtenis of de situatie slechts in een enkele gemeente gelokaliseerd, het algemeen belang zijn tussenkomst vereist (art. 11);

1.4.3. als overheid van bestuurlijke politie :

1.4.3.1. algemene opdrachten :

- de opdrachten vermeld in artikel 11 van de voormelde wet van 5 augustus 1992;

- de ministeriële omzendbrief van 10 december 1987 Ordehandhaving. - Gecoördineerde algemene onderrichtingen (o.m. de algemene opdracht tot coördinatie);

- de artikelen 128 en 129 van de provinciewet :

- het uitvaardigen van politiebesluiten met het oog op het handhaven van de openbare orde krachtens art. 128 van de provinciewet en de artikelen 1 en 2 van de wet van 6 maart 1818 zoals gewijzigd door de wet van 5 juni 1934 en de wet van 14 juni 1963.

1.4.3.2. bijzondere opdrachten.

Als voorbeelden van specificatie kan worden gesteld : provinciale coördinatie wat betreft de handhaving van de orde rond grote volkstoelopen die op het grondgebied van verschillende gemeenten plaatsvinden (bv. snelheidswedstrijden voor auto's - de autorally's); vaststellen of de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de organisatoren van een snelheids-, regelmatigheids- of behendigheidsrit of -wedstrijd voor motorrijtuigen gedekt is door een bijzondere verzekering (art. 8 van de wet van 21 november 1989 (aansprakelijkheidsverzekering motorrijtuigen) en koninklijk besluit van 26 april 1995); nemen van maatregelen bij manifestaties op autosnelwegen (ministeriële omzendbrief van 18 juli 2002 betreffende gebeurtenissen die met de openbare orde samenhangen en die op autosnelwegen plaatsvinden).

Le gouverneur coordonne en outre la sécurité routière. Il préside la commission provinciale de prévention de la criminalité (arrêté royal du 6 août 1985 portant création d'un Conseil supérieure et des Commissions provinciales de prévention de la criminalité) et la concertation CIC (arrêté royal du 26 juin 2002 concernant l'organisation des centres de dispatching centralisés et du point de contact national). Il organise également le roulement de l'entretien des appareils alcootest et éthylomètres, règle les commandes et diffuse les embouts, suite à un contrat du Service public fédéral Intérieur avec une firme privée (circulaires des 29 mars, 16 juin, 20 octobre et 19 décembre 1994 et 26 janvier, 18 avril et 30 juin 1995).

1.5. les tâches en matière de lutte contre l'incendie et de prévention de l'incendie, qui constituent une matière fédérale (point 1.1.), comprennent :

- la répartition géographique et l'organisation des services d'incendie en groupes régionaux (art. 10 de la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile);

- la fixation des contributions financières des centres de groupes et des communes protégées (art. 10 de la même loi) et décision après avis défavorable de la commune;

- la création de zones de secours (art. 10bis de la même loi);

- la possibilité pour le gouverneur de charger un commissaire spécial de se rendre sur les lieux lorsqu'une commune reste en défaut de satisfaire aux obligations imposées par la loi du 31 décembre 1963;

- l'intervention du gouverneur en tant qu'instance de recours en ce qui concerne le règlement d'intervention d'un service d'incendie dans une autre commune (art. 11 de la même loi);

- l'approbation de règlements relatifs à l'organisation des services d'incendie (art. 13, § 2, de la loi du 31 décembre 1963);

- l'approbation des actes portant nomination ou promotion des officiers des services d'incendie ainsi que des mesures disciplinaires qui les concernent (art. 13, § 4);

- l'approbation de l'organisation, par une commune centre de groupe, d'un poste avancé sur le territoire d'une autre commune (art. 6 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie);

- la proposition de ranger une commune dans la classe Y (art. 12 du même arrêté);

- la mission du gouverneur de province en tant que membre du Comité de gestion qui est chargé d'établir un projet de convention de secours et des propositions de politique générale de secours (article 12 de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant les modalités de création et de fonctionnement des zones de secours);

- la mission du gouverneur de province en tant que membre du Comité provincial de coordination chargé notamment de coordonner les activités des zones de secours de la province (article 18 de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant les modalités de création et de fonctionnement des zones de secours);

- la mission du gouverneur de province de proposer à la Direction générale de la Protection civile la répartition de l'aide financière de l'Etat pour le matériel d'incendie entre les services d'incendie de la province (article 18, § 3, de l'arrêté royal du 11 avril 1999 fixant les modalités de création et de fonctionnement des zones de secours);

- la mission du gouverneur de province d'approuver les conventions entre communes visées à l'article 20 de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie;

- la mission du gouverneur de province dans l'assistance internationale (cfr. les nombreuses conventions bilatérales relatives à l'assistance mutuelle, par province);

- le gouverneur de province donne son avis au Ministre de l'Intérieur concernant l'agrément d'un centre provincial de formation pour les services d'incendie et concernant le retrait de l'agrément (arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie).

Verder coördineert de gouverneur de wegveiligheid. Hij is voorzitter van de provinciale commissie voor de criminaliteitspreventie (koninklijk besluit van 6 augustus 1985 tot oprichting van een Hoge Raad en van Provinciale Commissies voor het voorkomen van misdadigheid) en van het CIC-overleg (koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende de organisatie van de gecentraliseerde dispatchingcentra en van het nationaal invalspunt). Hij organiseert eveneens de beurtrol van het onderhoud van alcoholapparaten en de ademanalysetoestellen, regelt de bestellingen en verdeling van de mondstukken, dit als gevolg van een contract van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken met een privé-firma (omzendbrieven van 29 maart, 16 juni, 20 oktober en 19 december 1994 en 26 januari, 18 april en 30 juni 1995).

1.5. de taken inzake brandbestrijding en brandpreventie, die een federale materie uitmaken (punt 1.1.), omvatten :

- de geografische indeling en organisatie van de brandweer in gewestelijke groepen (art. 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de Civiele Bescherming);

- de vaststelling van de financiële bijdragen van groepscentra en beschermde gemeenten (art. 10 zelfde wet) en beslissing na ongunstig advies van de gemeente;

- het creëren van hulpverleningszones (art. 10bis zelfde wet);

- bij inactiviteit van een gemeente om te voldoen aan de verplichtingen opgelegd door de wet van 31 december 1963, kan de gouverneur een bijzondere commissaris ter plaatse zenden;

- het optreden van de gouverneur als beroepsinstantie inzake het reglement van optreden van een brandweerdienst in een andere gemeente (art. 11 zelfde wet);

- de goedkeuring van reglementen betreffende de organisatie van de brandweer (art. 13, § 2, van de wet van 31 december 1963);

- de goedkeuring van beslissingen tot benoeming of bevordering van brandweerofficieren of tuchtmaatregelen die hen betreffen (art. 13 § 4);

- de goedkeuring van de organisatie van een vooruitgeschoven post door een gemeente-groepscentrum op het grondgebied van een andere gemeente (art. 6 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand);

- het voorstel tot rangschikking van een gemeente in de categorie Y (art. 12 zelfde besluit);

- de opdracht van de provinciegouverneur als lid van het Beheerscomité dat belast is met het opstellen van een ontwerp van hulpverleningsovereenkomst en van voorstellen inzake het algemene hulpverleningsbeleid (artikel 12 van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot bepaling van de modaliteiten inzake het creëren en de werking van de hulpverleningszones);

- de opdracht van de provinciegouverneur als lid van het provinciaal Coördinatiecomité, met name belast met de coördinatie van de activiteiten van de hulpverleningszones van de provincie (artikel 18 van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot bepaling van de modaliteiten inzake het creëren en de werking van de hulpverleningszones);

- de opdracht van de provinciegouverneur om aan de Algemene Directie van de Civiele Bescherming een voorstel te doen over de verdeling van de overheidssteun voor het brandweermaterieel onder de brandweerdiensten van de provincie (artikel 18, § 3, van het koninklijk besluit van 11 april 1999 tot bepaling van de modaliteiten inzake het creëren en de werking van de hulpverleningszones);

- de opdracht van de provinciegouverneur om de overeenkomsten tussen de gemeenten goed te keuren, bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand;

- de opdracht van de provinciegouverneur in de internationale bijstand (cf. de talrijke bilaterale overeenkomsten betreffende de wederzijdse bijstand, per provincie);

- de provinciegouverneur geeft zijn advies aan de Minister van Binnenlandse Zaken betreffende de erkenning van een provinciaal opleidingscentrum voor de brandweer en betreffende de intrekking van de erkenning (koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer).

1.6. pouvoir de réquisition - base juridique :

- article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile;
- arrêté ministériel du 2 septembre 1996 portant délégation du pouvoir de procéder, en temps de paix, à la réquisition dans le cadre de la protection civile;
- circulaire du 2 septembre 1996 relative à l'exercice du droit de réquisition en application de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile. Le pouvoir de réquisition qui découle de l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1963 précitée, est actuellement délégué, en ce qui concerne le territoire de leur province respective, aux gouverneurs de province;

1.7. en ce qui concerne la reconnaissance comme calamité publique - base juridique :

- loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;
- lettre-circulaire aux gouverneurs de province du 30 septembre 1997.
- Application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles. - Nouvelle procédure;
- circulaire ministérielle du 30 novembre 2001 relative à l'application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles. - Nouveaux critères de reconnaissance comme calamités publiques.

Lorsque l'avis émis par l'Institut royal météorologique ou l'Observatoire royal de Belgique sur un événement calamiteux considère, sur la base de la circulaire ministérielle du 30 novembre 2001 précitée, que celui-ci présente un caractère exceptionnel ou une intensité imprévisible, la Direction générale de la Protection civile communique cet avis aux gouverneurs des provinces touchées par l'événement. Ceux-ci sont alors invités à constituer, après enquête auprès des bourgmestres, un dossier comprenant la liste des communes de leur province touchées par l'événement, ainsi qu'une estimation du montant global des dégâts causés aux biens privés pour leur province et du nombre total de demandes d'indemnisation.

Les demandes d'indemnisation doivent être adressées au gouverneur de province qui en assure également l'instruction.

Dans le cadre de cette instruction :

- la constatation des dommages se fait contradictoirement entre l'expert, désigné par le gouverneur et le sinistré;
- le gouverneur prend une décision attribuant une indemnité de réparation au requérant;
- le gouverneur la notifie simultanément à l'intéressé et au Service public fédéral Intérieur.

Le SPF Intérieur donne à la Caisse nationale des Calamités l'ordre de payer l'indemnité de réparation au sinistré (en vertu de l'arrêté royal du 14 janvier 2002 portant création du Service public fédéral Intérieur, le Service public fédéral Intérieur est compétent tant pour la reconnaissance des calamités publiques que pour l'indemnisation des victimes).

1.8. la planification d'urgence.- Coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres.- Base juridique.

- loi du 31 décembre 1963 (point 1.1);
- articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 23 juin 1971 organisant les missions de la protection civile et la coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes ou de sinistres;
- circulaire du 11 juillet 1990 relative aux plans d'urgence et d'intervention.- Exécution de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles. Les plans d'urgence doivent être préalablement soumis au Ministre de l'Intérieur pour accord. En fonction de l'ampleur de l'événement, de la délimitation géographique des effets constatés ou attendus du danger et des moyens de secours nécessaires, la planification d'urgence peut être conçue en quatre phases :
- phase 1 : action limitée et coordination au niveau communal;
- phase 2 : phase de renfort et coordination au niveau communal;
- phase 3 : coordination par le gouverneur de province;
- phase 4 : coordination par le Ministre de l'Intérieur;

1.6. bevoegdheid tot opvordering - juridische basis :

- artikel 5, eerste lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming;
- ministerieel besluit van 2 september 1996 houdende overdracht van de macht om in vreedstijd over te gaan tot het opvorderen in het raam van de civiele bescherming;
- omzendbrief van 2 september 1996 met betrekking tot de uitoefening van het opvorderingsrecht overeenkomstig artikel 5 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming. Het opvorderingsrecht dat voortvloeit uit artikel 5, eerste lid, van de voormelde wet van 31 december 1963, is momenteel gedelegeerd, wat het gebied van hun respectievelijke provincie betreft, aan de provinciegouverneurs;

1.7. inzake de erkenning als openbare ramp - juridische basis :

- wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;
- circulaire brief aan de provinciegouverneurs van 30 september 1997.
- Toepassing van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen. - Nieuwe procedure;
- ministeriële omzendbrief van 30 november 2001 betreffende de toepassing van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen. - Nieuwe criteria voor de erkenning als openbare ramp.

Wanneer een advies wordt uitgebracht door het Koninklijk Meteorologisch Instituut of het Koninklijk Observatorium van België met betrekking tot een bepaalde rampspoedige gebeurtenis, deelt de Algemene Directie van de Civiele Bescherming, op basis van de voormelde ministeriële omzendbrief van 30 november 2001, om het even of die gebeurtenis een uitzonderlijk karakter of een onvoorzienbare intensiteit vertoont, dit advies mede aan de gouverneurs van de provincies die getroffen zijn door de gebeurtenis. De gouverneurs worden dan uitgenodigd, via onderzoek bij de burgemeesters om een dossier, dat de lijst van de getroffen gemeenten van hun provincie, evenals een raming van het globaal bedrag van de schade veroorzaakt aan private goederen van hun provincie en het totaal aantal aanvragen voor schadevergoeding, mede te delen.

De aanvragen tot schadevergoeding moeten worden gericht aan de provinciegouverneur, die ook het onderzoek verzekert.

In het kader van dit onderzoek :

- gebeurt de vaststelling van de schade op tegenspraak tussen een deskundige aangewezen door de gouverneur en de getroffene;
- neemt de gouverneur een beslissing inzake de vergoeding van de schade aan de aanvrager;
- wordt de beslissing door de gouverneur gelijktijdig aan de betrokkene en aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken betekend.

De FOD Binnenlandse Zaken geeft opdracht aan de Nationale Kas voor Rampenschade om de schadevergoeding aan de getroffene uit te betalen (krachtens het koninklijk besluit van 14 januari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken is de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bevoegd zowel voor de erkenning van rampen als voor de schadeloosstelling van de slachtoffers).

1.8. de rampenplanning. - Coördinatie van de operaties in geval van rampen, catastrofes en schadegevallen. - Juridische basis.

- wet van 31 december 1963 (punt 1.1);
- artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 23 juni 1971 houdende organisatie van de opdrachten van de Civiele Bescherming en coördinatie van de operaties bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes en schadegevallen;
- omzendbrief van 11 juli 1990 betreffende de nood- en interventieplannen. - Uitvoering van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten. De rampenplannen moeten voorafgaandelijk aan het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken worden voorgelegd. In functie van de omvang van de gebeurtenis, de geografische omschrijving van de vastgestelde of verwachte gevolgen van het gevaar en de noodzakelijke hulpmiddelen, kunnen er in de rampenplanning vier fasen worden onderscheiden :
- fase 1 : de aktie wordt beperkt tot en gecoördineerd op gemeentelijk niveau;
- fase 2 : fase van de versterking en coördinatie op gemeentelijk niveau;
- fase 3 : coördinatie door de provinciegouverneur;
- fase 4 : coördinatie door de Minister van Binnenlandse Zaken;

- Le Gouverneur dirige le centre provincial de crise;

- La possibilité de conclure des arrangements particuliers avec les autorités du niveau comparable des pays limitrophes dans le cadre des conventions internationales sur l'assistance mutuelle en cas d'accidents et de catastrophes (convention franco-belge du 21/04/1981 et belge-néerlandaise du 14/11/1984).

1.8.1. « Seveso » - Base juridique.

- article 7, § 2, 1° et 2°, de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles. La loi du 21 janvier 1987 a été modifiée, par la loi du 26 mai 2002; cette norme législative n'attribue aucune mission au gouverneur de province.

- article 2 de l'arrêté royal du 19 juin 1990 fixant le mode d'établissement de plans d'urgence et d'intervention;

- circulaire du 11 juillet 1990 (voir point 1.8). Les modalités relatives à la planification d'urgence générale restent d'application pour les accidents majeurs dans des entreprises dites Seveso. La circulaire précitée ne se borne pas à décrire les plans généraux d'urgence et d'intervention provinciaux, elle précise aussi la manière d'établir les plans d'urgence et d'intervention dits Seveso.

- loi du 22 mai 2001 portant assentiment à l'accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif à la maîtrise de dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (article 25, § 1^{er}, 2°, de l'accord - *Moniteur belge* du 16.6.2001, Ed. 3);

1.8.2. dangers nucléaires. – Base juridique.

- Loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (entrée en vigueur par l'arrêté royal du 20 juillet 2001 - *Moniteur belge* du 30.08.2001);

- Article 72 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants;

- Arrêté royal du 27 septembre 1991 portant fixation du plan d'urgence pour des risques nucléaires pour le territoire belge. Les attributions des gouverneurs de province en matière de planification d'urgence nucléaire sont détaillées dans le "Plan d'urgence pour des risques nucléaires pour le territoire belge" annexé à l'arrêté royal du 27 septembre 1991 précité.

1.9. délivrance de visas de retour à des étrangers (soumis à l'obligation de visa).

Certaines personnes séjournent en Belgique sur la base d'un document de séjour provisoire qui n'est pas mentionné à l'annexe 4 des instructions Schengen, ce qui implique qu'en cas de voyage à l'étranger, les étrangers (soumis à l'obligation de visa) ne peuvent revenir en Belgique sans être en possession d'un nouveau visa.

Dans la plupart des cas, ce visa de retour doit être demandé et délivré dans un poste diplomatique à l'étranger mais pour certaines catégories (par ex. hommes d'affaires qui doivent voyager pour raisons professionnelles), des visas de retour peuvent également être demandés depuis la Belgique au Service des Visas et être ensuite délivrés par l'administration provinciale la plus proche.

Base légale: instructions Bénélux et convention d'exécution des accords de Schengen.

Conditions générales de délivrance d'un visa de retour :

- uniquement pour les personnes qui sont engagées dans une procédure de regroupement familial et qui sont en possession d'une attestation d'immatriculation valable;

- uniquement si le départ ne coïncide pas avec le moment du contrôle de cohabitation;

- uniquement pour motifs valables d'ordre professionnel ou humanitaire et pour les voyages de noces.

Un visa de type C pour 10 jours (exceptionnellement 15 jours) est délivré.

- de gouverneur heeft de leiding van het provinciaal crisiscentrum;

- de mogelijkheid tot het treffen van bijzondere regelingen met de overheden van het vergelijkbaar niveau van de buurlanden in het raam van de internationale overeenkomsten inzake de wederzijdse bijstandsverlening bij ongevallen en rampen (Frans-Belgische overeenkomst van 21/04/1981 en Belgisch-Nederlandse van 14/11/1984).

1.8.1. « Seveso » – Juridische basis.

- artikel 7, § 2, 1° en 2°, van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten. De wet van 21 januari 1987 werd gewijzigd bij de wet van 26 mei 2002; deze wetgevende norm geeft geen enkele opdracht aan de provinciegouverneur.

- artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 juni 1990 tot vaststelling van de wijze van opmaken van rampenplannen voor hulpverlening;

- omzendbrief van 11 juli 1990 (zie punt 1.8). De modaliteiten met betrekking tot de algemene rampenplanning blijven van toepassing voor de grote ongevallen in de zogenaamde Seveso ondernemingen. De voornoemde omzendbrief beperkt zich niet tot het beschrijven van de algemene rampenplannen voor noodhulpverlening, hij preciseert eveneens de wijze waarop de zogenaamde Seveso rampenplannen voor noodhulpverlening, worden vastgesteld;

- wet van 22 mei 2001 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken (artikel 25, § 1, 2°, van het akkoord - *Belgisch Staatsblad* van 16.6.2001, Ed. 3);

1.8.2. nucleaire gevaren. – Juridische basis.

- Wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (inwerkingstelling door koninklijk besluit van 20 juli 2001 - *Belgisch Staatsblad* van 30.8.2001).

- Artikel 72 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen;

- Koninklijk besluit van 27 september 1991 tot vaststelling van het noodplan voor nucleaire risico's voor het Belgisch grondgebied. De bevoegdheden van de provinciegouverneurs op het vlak van het nucleaire noodplan worden omstandig omschreven in het « Noodplan voor Nucleaire Risico's voor het Belgisch Grondgebied » dat als bijlage is gevoegd aan het voormelde koninklijk besluit van 27 september 1991.

1.9. uitreiking van terugkeervisa aan (visumplichtige) vreemdelingen.

Bepaalde personen bevinden zich in België met een voorlopig verblijfsdocument dat niet vermeld is in bijlage 4 van de Schengen-instructies, wat impliceert dat de (visumplichtige) vreemdelingen bij een reis naar het buitenland niet kunnen terugkeren naar België zonder in het bezit te zijn van een nieuw visum.

In de meerderheid van de gevallen dient dit terugkeervisum in een diplomatieke post in het buitenland aangevraagd en afgeleverd te worden, maar voor bepaalde categorieën (bvb. zakenmensen die dienen te reizen voor beroepsredenen) kunnen ook vanuit België terugkeervisa aangevraagd worden bij de Dienst Visa en vervolgens afgeleverd worden via het dichtstbijzijnde provinciebestuur.

Wettelijke basis: Benelux-instructies en de Uitvoeringsovereenkomst van de Schengenakkoorden.

Algemene voorwaarden voor het afleveren van een terugkeervisum :

- uitsluitend voor personen die zich in een procedure van gezinshereniging bevinden en in het bezit zijn van een geldig attest van immatriculatie;

- uitsluitend indien het vertrek niet overeenkomt met het tijdstip van de controle van samenwonen;

- uitsluitend voor gegronde redenen: professioneel of humanitair en huwelijksreizen.

Er wordt een visum type C 10 dagen (uitzonderlijk 15 dagen) afgeleverd.

Selon les dispositions de l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le gouverneur intervient dans la procédure visant à limiter l'accroissement de la population étrangère dans certaines communes et en vertu de l'article 44 de l'arrêté royal du 4 mai 1999 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des Etrangers, où un étranger est détenu, le gouverneur compétent pour le territoire sur lequel est situé le centre fermé, a accès à ce centre, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

1.10. Le gouverneur de province émet un avis sur l'octroi des distinctions honorifiques dans les ordres nationaux et sur l'octroi des décorations civiques pour ancienneté de service au personnel de la police locale et des services d'incendie; le gouverneur de province donne également un avis sur les propositions formulées par les communes d'octroyer une décoration civique pour actes de courage, de dévouement ou d'humanité.

1.11. En règle générale, le gouverneur dispose d'une compétence implicite d'avis et de médiation en cas de conflits.

2. En exécution de l'article 92bis, § 4quater de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 49, § 2, de l'accord de coopération du 30 mai 1994, le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est responsable des archives communes de l'ancienne province de Brabant.

3. En vertu des dispositions des articles 20, § 2, et 35, § 1^{er}, des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, le gouverneur de province transmet gratuitement aux citoyens qui le demandent, une traduction certifiée exacte des actes qui concernent les particuliers.

4. le commissaire du gouvernement de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, vice-gouverneur.

Veiller à l'application des lois et règlements relatifs à l'emploi des langues en matière administrative dans les communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale (article 65 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966);

5. le commissaire du gouvernement, gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand.

Veiller à l'application des lois et règlements sur l'emploi des langues en matière administrative dans les six communes périphériques (article 65bis des susdites lois coordonnées);

6. Le commissaire d'arrondissement.

Aux termes de l'article 132 de la loi provinciale, à l'exception de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il y a, pour un ou plusieurs arrondissements, un commissaire du gouvernement fédéral, qui porte le titre de commissaire d'arrondissement. Ce qui est toutefois mentionné à ce sujet au point 1.1. en ce qui concerne le gouverneur de province vaut également pour le commissaire d'arrondissement. C'est pourquoi il y a lieu de considérer que les articles 135, 139 et 139bis n'ont pas été régionalisés. En ce qui concerne leurs missions fédérales, il convient de faire la distinction suivante :

a) les compétences exercées en tant que commissaire du gouvernement et sur la base de lois et de règlements

* veiller, sous la direction du gouverneur, au maintien des lois et des règlements d'administration générale (article 133 de la loi provinciale).

* prendre inspection dans les communes des registres de l'état civil et de la population (article 135 de la loi provinciale).

* veiller au maintien et au rétablissement de l'ordre public; ils peuvent à cet effet faire appel à la police fédérale. Les dispositions de l'article 128 concernant le gouverneur sont communes aux commissaires d'arrondissement (article 139 de la loi provinciale).

* avoir la possibilité de requérir la force armée en cas de rassemblements tumultueux, de sédition ou d'opposition avec voie de fait à l'exécution des lois ou des ordonnances. L'application de l'article 129 de la loi provinciale vaut tant pour le gouverneur que pour les commissaires d'arrondissement (article 139 de la loi provinciale).

* prendre des arrêtés de police administrative en vue de maintenir l'ordre public et en exécution de l'article 139 de la loi provinciale et de la loi du 5 janvier 1934.

* en leur qualité d'officier de police administrative, exercer les compétences y afférentes (article 4 de la loi du 8 août 1992 sur la fonction de police).

* remplir les missions de coordination en matière de maintien de l'ordre public (circulaire du Ministre de l'Intérieur du 10 décembre 1987).

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 18bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, komt de gouverneur tussenbeide in de procedure tot beperking van de aangroei van de buitenlandse bevolking in bepaalde gemeenten en in toepassing van artikel 44 van het koninklijk besluit van 4 mei 1999 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, heeft de gouverneur bevoegd voor het grondgebied waar het centrum gelegen is, in het kader van de uitoefening van zijn functies, toegang tot dit centrum.

1.10. de provinciegouverneur brengt een advies uit inzake de toekenning van de eervolle onderscheidingen in de nationale orden en inzake het verlenen van de burgerlijke eretekens voor dienstanciënniteit aan het personeel van de lokale politie en de brandweer; de provinciegouverneur brengt eveneens een advies uit bij de voorstellen die de gemeenten doen om een burgerlijk ereteken toe te kennen voor daden van moed, zelfopoffering of menselijkheid.

1.11. in het algemeen heeft de gouverneur een impliciete bevoegdheid van advies en bemiddeling bij conflicten.

2. In uitvoering van artikel 92bis, § 4quater van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 49, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994, is de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad verantwoordelijk voor de gemeentearchieven van de vroegere provincie Brabant.

3. Ingevolge de bepalingen van de artikelen 20, § 2, en 35, § 1, van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zorgt de provinciegouverneur voor de vertaling van akten van de burgerlijke stand die particulieren betreffen.

4. de regeringscommissaris van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, vice-gouverneur.

Toezicht op de toepassing van de wetten en verordeningen op het gebied van de talen in bestuurszaken in de gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad (artikel 65 van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken);

5. de regeringscommissaris adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant.

Toezicht op de toepassing van de wetten en verordeningen op het gebruik van de talen in bestuurszaken in de zes randgemeenten (artikel 65bis van de voormelde gecoördineerde wetten);

6. de arrondissementscommissaris

Luidens art. 132 van de provinciewet is er met uitzondering voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, voor één of meer arrondissementen een commissaris van de federale regering die de titel van de arrondissementscommissaris voert. Wat hierover evenwel in punt 1.1. inzake de provinciegouverneur wordt vermeld, geldt eveneens voor de arrondissementscommissaris. Derhalve dient te worden aangenomen dat de artikelen 135, 139 en 139bis niet geregionaliseerd werden. Inzake hun federale opdrachten moet volgend onderscheid worden gemaakt :

a) bevoegdheden uitgeoefend als regeringscommissaris en op basis van wetten en verordeningen

* de zorg, onder leiding van de gouverneur, voor het handhaven van de wetten en verordeningen van algemeen bestuur (art. 133 van de provinciewet)

* inzage nemen van de registers van burgerlijke stand en bevolking in de gemeenten (art. 135 van de provinciewet)

* zorgen voor het handhaven en het herstel van de openbare orde, waartoe zij een beroep kunnen doen op de federale politie. De bepalingen van art. 128 mbt de gouverneur zijn mede van toepassing op de arrondissementscommissarissen (art. 139 van de provinciewet)

* de mogelijkheid tot het vorderen van de gewapende macht in geval van woelige samscholingen, van oproer of van gewelddadig verzet tegen de uitvoering van de wetten en de verordeningen. De toepassing van art. 129 van de provinciewet geldt zowel voor de gouverneur als de arrondissementscommissarissen (art. 139 van de provinciewet).

* het nemen van besluiten van bestuurlijke politie om de openbare orde te handhaven en ter uitvoering van art. 139 van de provinciewet en van de wet van 5 januari 1934.

* in hun hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie de uitoefening van de daaraan verbonden bevoegdheden (art. 4 van de wet van 8 augustus 1992 op het politiebambt).

* de coördinatieopdrachten inzake de ordehandhaving (omzendbrief van de minister van Binnenlandse Zaken van 10 december 1987).

* être informé des réquisitions de la police fédérale par le bourgmestre (article 43 de la loi du 7 décembre 1998).

* entretenir régulièrement des rapports de service avec le directeur coordonnateur de la police fédérale (article 103 de la loi du 7 décembre 1998).

* avoir la qualité de membre de la commission pour la sécurité des épreuves ou compétitions sportives de véhicules automobiles (arrêté royal du 28 novembre 1997).

* exercer des missions spécifiques en matière d'application de la législation linguistique (les commissaires d'arrondissement ou commissaires d'arrondissement adjoints pour Comines-Mouscron, Fourons, Eupen-Malmedy-Saint-Vith).

* établir la traduction officielle en langue allemande des lois, décrets, ordonnances, arrêtés et règlements (commissaire d'arrondissement adjoint de Eupen-Malmedy-Saint-Vith, art. 76 et 77 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone).

b) les missions déléguées par le gouverneur

En vertu de l'article 139bis de la loi provinciale, le gouverneur peut confier au commissaire d'arrondissement, pour tout ou partie du territoire de la province, l'exercice de certaines compétences ou missions qui lui sont attribuées par la loi ou les règlements d'administration générale. C'est notamment le cas en ce qui concerne l'ordre public, la sécurité civile (planification d'urgence, organisation de zones de secours et de groupes régionaux d'incendie, gestion de crise,...) la prévention de la criminalité, la sécurité routière, l'organisation d'élections,....

7. le conseil provincial.

Le conseil provincial dispose de la compétence spécifique d'édicter des ordonnances de police, cette compétence n'étant limitée que par les lois, décrets ou ordonnances et par les ordonnances des autorités fédérales ou régionales et par les lois, décrets ou ordonnances qui confient expressément certaines compétences aux communes.

8. la députation permanente :

- la tâche juridictionnelle concernant le contentieux électoral communal : validation des élections communales et examen des réclamations introduites contre ces élections (articles 74 à 76 de la loi électorale communale);

- la tâche juridictionnelle notamment dans les litiges relatifs à la déchéance de la qualité de membre du conseil communal en raison de la perte d'une des conditions d'éligibilité (article 10 de la nouvelle loi communale) ou pour les litiges visés aux articles 75 et 76 de la nouvelle loi communale (exercice d'une fonction incompatible avec la qualité de membre du conseil communal). La procédure d'exercice de cette tâche est réglée par l'arrêté royal du 17 septembre 1987 relatif à la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle. En vertu de l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, cette mission juridictionnelle est exercée, sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, par le collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale.

- la députation permanente est compétente pour accorder des autorisations en vue de l'organisation de collectes à domicile dans un but de bienfaisance, lorsqu'elles se font dans plusieurs communes d'une même province (arrêté royal du 22 septembre 1823);

- la députation permanente est compétente pour accorder des autorisations en vue de l'organisation de tombolas si l'émission des billets est faite et annoncée ou publiée dans différentes communes d'une même province (loi du 31 décembre 1851);

- la députation permanente est également compétente pour valider l'élection des membres du conseil de police et examiner les réclamations introduites contre ces élections (art. 18bis et 18ter de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux).

9. le collège des gouverneurs de province.

Conformément à l'article 131bis de la loi provinciale, inséré par l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux (la loi dite de pacification), le collège des gouverneurs de province est composé des gouverneurs de chaque province. Dans les cas visés au deuxième alinéa de l'article 83 de la nouvelle loi communale et au dernier alinéa de l'article 22 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, les gouverneurs des provinces de Hainaut et de Limbourg ne siègent pas au collège.

* het op de hoogte gebracht worden over de vorderingen die de burgemeester uitvaardigt ten aanzien van de federale politie (art. 43 van de wet van 7 december 1998).

* het onderhouden van geregelde dienstbetrekkingen door de directeur-coördinator van de federale politie (art. 103 van de wet van 7 december 1998).

* het lidmaatschap van de veiligheidscommissie bij sportwedstrijden of sportcompetities voor auto's (koninklijk besluit van 28 november 1997).

* bijzondere opdrachten i.v.m. de toepassing van de taalwetgeving (de arrondissementscommissarissen of adjuncten voor Komen-Moeskroen, Voeren, Eupen-Malmedy-Sankt Vith).

* de officiële vertaling in de Duitse taal van wetten, decreten, ordonnances, besluiten en verordeningen (adjunct-arrondissementscommissaris van Eupen-Malmedy-Sankt Vith, art. 76 en 77 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap).

b) De gedelegeerde opdrachten door de gouverneur

Krachtens art. 139bis van de provinciewet kan de gouverneur de uitoefening van bepaalde bevoegdheden of opdrachten die hem bij wet of verordening van algemeen bestuur zijn toegekend voor het grondgebied van de provincie of voor een gedeelte daarvan, opdragen aan de arrondissementscommissaris. Dit is onder meer het geval op het vlak van de openbare orde, civiele veiligheid (noodplanning, organisatie van hulpverleningszones en brandweergewesten, crisismanagement,...) criminaliteitspreventie, verkeersveiligheid, organisatie van verkiezingen,....

7. de provincieraad.

De provincieraad bezit de specifieke bevoegdheid tot het uitvaardigen van politieverordeningen, waarbij die bevoegdheid slechts beperkt wordt door de wetten, decreten of ordonnances en door verordeningen van de federale of regionale overheid en door wetten, decreten of ordonnances die bepaalde bevoegdheden uitdrukkelijk aan de gemeenten opdragen.

8. de bestendige deputatie :

- de rechtsprekende taak inzake de gemeentelijke verkiezingsgeschillen : de geldigverklaring van de gemeenteraadsverkiezingen en het onderzoek van de bezwaren ingediend tegen deze verkiezingen (artikelen 74 tot 76 van de gemeentekieswet);

- de rechtsprekende taak onder meer, in de geschillen in verband met het verval van lidmaatschap van de gemeenteraad wegens het niet meer voldoen aan de verkiesbaarheidsvereisten (artikel 10 van de nieuwe gemeentewet), of voor de geschillen bepaald in de artikelen 75 en 76 van de nieuwe gemeentewet (vervullen van een met het lidmaatschap van de gemeenteraad onverenigbaar ambt). De procedure voor de uitoefening van deze taak wordt geregeld door het koninklijk besluit van 17 september 1987 betreffende de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult. Deze rechtsprekende taak wordt op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad in toepassing van artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, door het jurisdictioneel college van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgeoefend.

- de bestendige deputatie is bevoegd voor het verlenen van vergunningen voor de organisatie van huis-aan-huis collecten, met een liefdadig doel, als ze in meerdere gemeenten van éénzelfde provincie gehouden worden (koninklijk besluit van 22 september 1823);

- de bestendige deputatie is bevoegd voor het verlenen van vergunningen voor de organisatie van tombola's indien de uitgifte der loten in meerdere gemeenten van eenzelfde provincie gedaan en aangekondigd of bekendgemaakt wordt (wet van 31 december 1851);

- de bestendige deputatie is ook bevoegd voor de geldigverklaring van de verkiezing van de leden van de politieraad en het onderzoek van de bezwaren ingediend tegen deze verkiezing (art. 18bis en 18ter van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus).

9. het college van provinciegouverneurs.

Overeenkomstig artikel 131bis van de provinciewet, ingevoegd door artikel 1 van de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlementaire- en provincieraadsverkiezingen (de zogenaamde « pacificatiewet »), bestaat het college van provinciegouverneurs uit de gouverneurs van elke provincie. In de gevallen bedoeld in het tweede lid van artikel 83 van de nieuwe gemeentewet en in het laatste lid van artikel 22 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, hebben de gouverneurs van de provincies Henegouwen en Limburg geen zitting in het college.

Il convient de rappeler que les dispositions de la loi de pacification n'ont pas été transférées aux régions et relèvent dès lors toujours de la compétence de l'autorité fédérale.

Les modalités de fonctionnement du collège, notamment en vue d'assurer la parité linguistique en son sein, sont réglées par l'arrêté royal du 6 septembre 1988 visé au point 1.2.

Le collège émet un avis sur les propositions de décision émanant du gouverneur de la province de Limbourg ou de Hainaut dans les matières suivantes :

- la nomination en dehors des élus belges au conseil d'un bourgmestre pour ce qui concerne les communes de Comines-Warneton et de Fourons (article 13, alinéa 3, de la nouvelle loi communale);

- la suspension ou la révocation pour conduite notoire ou négligence grave d'un échevin de la commune de Comines-Warneton ou de Fourons (article 83, alinéa 2, de la nouvelle loi communale);

- la tutelle administrative sur la commune de Comines-Warneton ou de Fourons (articles 264 à 269 de la nouvelle loi communale, voir point 1.2);

En cas de litiges relatifs aux élections communales et aux élections pour le C.P.A.S. dans la commune de Comines-Warneton ou de Fourons, les compétences de la députation permanente sont exercées par le collège des gouverneurs de province.

La présente circulaire se limite à énumérer les tâches exercées par les autorités provinciales pour le SPF Intérieur. Prochainement je vous enverrai une seconde circulaire qui aura pour objet de détailler les missions que remplissent les autorités provinciales pour les autres Services publics fédéraux.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE.

Er weze aan herinnerd dat de bepalingen van de pacificatiewet niet werden overgeheveld naar de gewesten en derhalve blijven zij tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren.

De nadere regels voor de werking van het college, inzonderheid om er de taalpariteit te verzekeren, worden geregeld door het in punt 1.2. vermelde koninklijk besluit van 6 september 1988.

Het college verleent advies over de voorstellen van beslissing uitgaande van de gouverneur van de provincie Limburg of Henegouwen in de volgende aangelegenheden :

- de benoeming buiten de Belgische verkozenen van de raad van een burgemeester voor wat de gemeenten Komen-Waasten en Voeren betreft (artikel 13, derde lid, van de nieuwe gemeentewet);

- de schorsing of afzetting van een schepen wegens kennelijk wangedrag of grove nalatigheid van een schepen van de gemeente Komen-Waasten of Voeren (artikel 83, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet);

- het administratief toezicht over de gemeente Komen-Waasten of Voeren (artikelen 264 tot 269 van de nieuwe gemeentewet, zie punt 1.2);

Inzake geschillen betreffende de gemeenteraadsverkiezingen en verkiezingen voor het O.C.M.W. in de gemeente Komen-Waasten of Voeren oefent het college van provinciegouverneurs in dit kader de bevoegdheden van de bestendige deputatie uit.

Onderhavige omzendbrief beperkt zich tot een opsomming van de taken die de provinciale overheden voor de FOD Binnenlandse Zaken uitoefenen. Binnenkort zal ik U een omzendbrief opsturen betreffende de federaal gebleven taken die de provinciale overheden voor de andere Federale Overheidsdiensten uitoefenen.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2003/00137]

20. DEZEMBER 2002 — Rundschreiben über Aufgaben, die die provinziellen Behörden für den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres ausüben

An die Frau Provinzgouverneurin,
An die Frau Gouverneurin und den Herrn Vizegouverneur des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt,
An die Herren Provinzgouverneure,
An den Herrn beigeordneten Gouverneur der Provinz Flämisch-Brabant,
An die Mitglieder der ständigen Ausschüsse,
An die Präsidenten der Provinzialräte,
An die Frauen und Herren Bezirkskommissare und beigeordneten Bezirkskommissare,
An die Frauen und Herren Bürgermeister und Schöffen,
An die Frauen und Herren Gouverneure, Vizegouverneure und beigeordneten Gouverneure,
An die Frauen und Herren Mitglieder der ständigen Ausschüsse,
An die Frauen und Herren Bezirkskommissare und beigeordneten Bezirkskommissare,
An die Frauen und Herren Bürgermeister,
An die Frauen und Herren Schöffen,

Artikel 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und 16. Juli 1993, ist in dem Sinne durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. August 2001) ersetzt worden, dass die Regionen ab dem 1. Januar 2002 für die "Zusammensetzung, Organisation, Zuständigkeit und Arbeitsweise der provinziellen und kommunalen Einrichtungen" sowie für eine Anzahl verwandter Rechtsvorschriften zuständig sind.

Außerdem sieht diese Bestimmung insbesondere vor, dass die Provinzgouverneure, der Gouverneur und der Vizegouverneur des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt, der Beigeordnete des Gouverneurs der Provinz Flämisch-Brabant, die Bezirkskommissare und beigeordneten Bezirkskommissare von der betreffenden Regionalregierung - nach gleich lautender Stellungnahme des föderalen Ministerrats - ernannt und aus dem Dienst entfernt werden.

Sowohl das Verwaltungs- als auch das Besoldungsstatut der vorerwähnten Personen gehört zum Zuständigkeitsbereich der Regionalbehörde.

Als Kommissare der föderalen Regierung und aufgrund des Gesetzes führen sie - unter anderem für den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres - weiterhin eine ganze Reihe von föderalen Aufträgen durch.

Es erscheint angebracht zu sein, für die Gemeinden ein beschreibendes Inventar dieser Aufgaben sowie der durch den Provinzialrat, den Ständigen Ausschuss und den Bezirkskommissar für den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres auszuübenden Aufgaben zu erstellen.

Schlussendlich müssen die Aufgaben des Kollegiums der Provinzgouverneure präzisiert werden.

Nachstehend folgt eine Aufzählung dieser Aufträge und Aufgaben.

1. Der Provinzgouverneur:

1.1. als Kommissar der Regierung

Laut den Artikeln 4 und 124 Absatz 2 des Provinzialgesetzes ist der Gouverneur der Regierungskommissar und der Vertreter des Staates in der Provinz. In Anwendung des Artikels 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, zuletzt ersetzt durch Artikel 4 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, sind die Regionen fortan (ab dem 1. Januar 2002) zuständig für die Organisation des Provinzialgesetzes. Zu diesem Zweck sind die Artikel 4 und 124 Absatz 2 des Provinzialgesetzes regionalisiert worden.

Das oben erwähnte Sondergesetz sieht nicht ausdrücklich eine Bestimmung vor, aus der eindeutig hervorgeht, dass der Provinzgouverneur nicht nur der Kommissar der Regierungen der föderierten Gebietskörperschaften sondern auch der Kommissar der Föderalregierung ist.

Artikel 4 letzter Absatz desselben Sondergesetzes bestimmt jedoch, dass die Akte, Verfügungen und Verordnungen der Provinzialbehörden nicht gegen die Gesetze und Erlasse der Föderalbehörde verstoßen dürfen; Letztere kann die Provinzialbehörden auf jeden Fall mit der Ausführung dieser Gesetze und Erlasse und anderer Aufgaben — einschließlich der Abgabe von Stellungnahmen - beauftragen sowie alle Ausgaben, die sie diesen Behörden auferlegt, in den Haushaltsplan eintragen. Aufgrund dieser ihrer Eigenschaft als Kommissare der Föderalregierung behalten die Provinzgouverneure die hierarchische Gewalt über die föderalen Bediensteten, die ihnen von der Föderalbehörde zur Verfügung gestellt werden.

Aufgrund ihrer Eigenschaft als Kommissare der Föderalregierung greifen die Provinzgouverneure ebenfalls vorläufig noch in die gegen die Bürgermeister eingeleiteten Anklageverfahren ein. Gemäß Artikel 40 des oben erwähnten Gesetzes vom 13. Juli 2001 bleibt der König bis Ende 2006 zuständig, um Disziplinarmaßnahmen gegen Bürgermeister zu ergreifen; aufgrund dessen werden die Provinzgouverneure bis zum 31. Dezember 2006 mit den behördlichen Untersuchungen der gegen Bürgermeister eingereichten Klagen beauftragt sein.

Bei der Sicherheit und der Polizei sowie beim Zivilschutz und bei den Feuerwehrdiensten handelt es sich in Anwendung von Artikel 6 § 1 VIII Nr. 1 vierter Gedankenstrich und § 4 Nr. 3 und 7 beziehungsweise von Artikel 6 § 4 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie sie durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, 16. Juli 1993 und 13. Juli 2001 abgeändert worden sind, um eine föderale Angelegenheit. Folglich muss angenommen werden, dass der Artikel 128 des Provinzialgesetzes, so wie er durch das Gesetz vom 7. Dezember 1998 ersetzt worden ist, sowie der Artikel 129 des Provinzialgesetzes - im Gegensatz zu den oben erwähnten Artikeln 4 und 124 Absatz 2 des Provinzialgesetzes - nicht regionalisiert worden sind. Für diese Angelegenheiten, das heißt die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung (Artikel 128 und 129 des Provinzialgesetzes), die Noteinsatzplanung und die dringende Hilfeleistung (Gesetz vom 31. Dezember 1963 über den Zivilschutz), bleibt die Verantwortlichkeit des Provinzgouverneurs gegenüber dem Minister des Innern bestehen.

1.2. Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden Voeren und Comines-Warneton

Die Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden Voeren und Comines-Warneton wird vom Gouverneur der Provinz Limburg beziehungsweise vom Gouverneur der Provinz Hennegau nach Stellungnahme des Kollegiums der Provinzgouverneure ausgeübt (Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und 16. Juli 1993 und ersetzt durch das Gesetz vom 13. Juli 2001, und Artikel 131bis des Provinzialgesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 9. August 1988 und abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993). Die Modalitäten für diese Verwaltungsaufsicht werden durch den Königlichen Erlass vom 6. September 1988 zur Festlegung der Arbeitsweise des durch Artikel 131bis des Provinzialgesetzes eingesetzten Kollegiums der Provinzgouverneure, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Juni 1994 und vom 9. und 25. Januar 1995, geregelt.

1.3. Aufgaben mit Bezug auf die Organisation der Wahlen für die föderalen Gesetzgebenden Kammern, die Regionalräte und das Europäische Parlament

Es handelt sich um die Aufgaben des Provinzgouverneurs, die unter anderem in den Artikeln 15, 15bis, 91, 93, 93bis, 102 und 107 Absatz 3 und 4, 230 und 240 (betreffend den Bezirk Brüssel) des Wahlgesetzbuches, in den Artikeln 4, 11, 12 § 3, 15, 16 und 38 des Gesetzes vom 23. März 1989 über die Wahl des Europäischen Parlaments und in den Artikeln 4 und 6 des Gesetzes vom 12. Januar 1989 zur Regelung der Modalitäten für die Wahl des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt erwähnt sind.

1.4. Aufgaben mit Bezug auf die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und die Organisation der Polizei

Die Aufgaben und Aufträge des Provinzgouverneurs im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, die eine föderale Angelegenheit ist (Punkt 1.1), umfassen:

1.4.1. in Ausführung des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes :

- die Intervention des Gouverneurs bei der Wahl der Mitglieder des Polizeirates (Art. 18bis, 18quater, 20bis, 21bis und 21ter),

- das Recht des Gouverneurs auf Stellungnahme in den Verfahren zur Bestellung und Verlängerung des Mandats der Korpschefs und der Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren sowie bei der Ernennung der Offiziere der lokalen Polizei (Art. 48, 49, 53, 54, 60, 107),

- die Möglichkeit für den Gouverneur, Verbindungsbeamte zu bestellen (Art. 229; siehe auch Art. 134 des Provinzialgesetzes und den Königlichen Erlass vom 30. November 2001),

- die spezifische Verwaltungsaufsicht über die Handlungen der lokalen Polizei (Art. 65 bis 89 einschließlich) sowie über die von den Gemeinden festgesetzten Dotationen an die Polizeizone (Mehrgemeindezone),

- die Erklärung über die Vollstreckbarkeit der Zahlungsanweisungen, deren Auszahlung der besondere Rechenschaftspflichtige verweigert (Art. 30 Absatz 5),

- die Stellungnahme über die Aufteilung in Polizeizonen (Art. 9),

- die Gouverneure und die Bezirkskommissare müssen darüber informiert werden, wenn der Bürgermeister die föderale Polizei anfordert (Art. 43),

- das Recht des Gouverneurs, den Ständigen Ausschuss für die lokale Polizei zu konsultieren (Art. 91)

- der Verwaltungspolizeidirektor-Koordinator unterhält regelmäßige dienstliche Kontakte mit dem Bezirkskommissar und dem Gouverneur (Art. 103),

- der Gouverneur kann auf die Generalinspektion der föderalen und lokalen Polizei zurückgreifen (Art. 145 und 148),

1.4.2. in Ausführung des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt:

- die Gouverneure und Bezirkskommissare sind Verwaltungspolizeioffiziere (Art. 4),

- die Sicherheitsberatung auf Ebene der Provinz dient den zonalen Sicherheitsräten zum Ansporn (Art. 9),

- der Gouverneur übt subsidiär die Befugnisse des Bürgermeisters oder der kommunalen Einrichtungen aus, wenn diese ihre Verantwortung willentlich oder unwillentlich nicht wahrnehmen, wenn eine Störung der öffentlichen Ordnung sich auf das Gebiet mehrerer Gemeinden erstreckt oder wenn das Gemeinwohl seinen Einsatz erfordert, obwohl das Ereignis oder die Situation eine einzige Gemeinde betrifft (Art. 11).

1.4.3. als Behörde der Verwaltungspolizei:

1.4.3.1. allgemeine Aufträge:

- die in Artikel 11 des oben genannten Gesetzes vom 5. August 1992 erwähnten Aufträge,

- das Ministerielle Rundschreiben vom 10. Dezember 1987 - Aufrechterhaltung der Ordnung - Koordinierte allgemeine Richtlinien (insbesondere den allgemeinen Koordinationsauftrag),

- die Artikel 128 und 129 des Provinzialgesetzes,
- die aufgrund von Artikel 128 des Provinzialgesetzes und aufgrund der Artikel 1 und 2 des Gesetzes vom 6. März 1818, so wie sie durch das Gesetz vom 5. Juni 1934 und das Gesetz vom 14. Juni 1963 abgeändert worden sind, zu ergehenden Polizeierlasse zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung,

1.4.3.2. spezifische Aufträge

Folgende Spezifikationsbeispiele können angeführt werden: die Koordination auf provinzieller Ebene, was die Aufrechterhaltung der Ordnung im Falle von großen Menschenansammlungen auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden betrifft (z.B. Geschwindigkeitsrennen von Autos - Autorallyes); das Feststellen, ob die zivilrechtliche Haftung der Organisatoren eines Geschwindigkeits-, Gleichmäßigkeits- oder Geschicklichkeitsrennens beziehungsweise -wettbewerbs mit Kraftfahrzeugen durch eine Sonderversicherung gedeckt ist (Artikel 8 des Gesetzes vom 21. November 1989 über die Haftpflichtversicherung in Bezug auf Kraftfahrzeuge und K.E. vom 26. April 1995); das Ergreifen von Maßnahmen im Falle von Kundgebungen auf der Autobahn (Ministerielles Rundschreiben vom 18. Juli 2002 über die Bewältigung von Ereignissen, die mit der öffentlichen Ordnung zusammenhängen und auf Autobahnen stattfinden).

Der Gouverneur koordiniert außerdem die Verkehrssicherheit. Er führt den Vorsitz des Provinzialen Ausschusses für Verbrechenverhütung (Königlicher Erlass vom 6. August 1985 über die Einrichtung eines Hohen Rates und der Provinzialen Ausschüsse für Verbrechenverhütung) und der KIZ-Konzertierung (KIZ=Kommunikations- und Informationszentrum) (Königlicher Erlass vom 26. Juni 2002 über die Organisation der zentralisierten Einsatzzentralen und der nationalen Kontaktstelle). Er organisiert ebenfalls den Ablauf der Wartung der Alkoholtest- und Atemalkoholmessgeräte, regelt die Bestellungen und verteilt die Mundstücke, dies infolge eines Abkommens zwischen dem Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres und einem Privatunternehmen (Rundschreiben vom 29. März, 16. Juni, 20. Oktober und 19. Dezember 1994 und 26. Januar, 18. April und 30. Juni 1995).

1.5. Aufgaben im Bereich der Brandbekämpfung und -verhütung, die föderale Angelegenheiten sind (Punkt 1.1); sie umfassen:

- die geographische Aufteilung und die Organisation der Feuerwehrdienste in Regionalgruppen (Art. 10 des Gesetzes vom 31.12.1963 über den Zivilschutz),
- die Festsetzung der finanziellen Beiträge der Gruppenzentren und der beschützten Gemeinden (Art. 10 desselben Gesetzes) und Beschluss nach ungünstiger Stellungnahme der Gemeinde,
- die Einrichtung von Hilfeleistungszonen (Art. 10bis desselben Gesetzes),
- wenn eine Gemeinde die durch das Gesetz vom 31.12.1963 auferlegten Verpflichtungen nicht einhält, die Möglichkeit für den Gouverneur, einen Sonderkommissar dorthin zu entsenden,
- das Auftreten des Gouverneurs als Widerspruchsinstanz, was die Regelung der Einsätze eines Feuerwehrdienstes in einer anderen Gemeinde betrifft (Art. 11 desselben Gesetzes),
- die Genehmigung von Verordnungen über die Organisation der Feuerwehrdienste (Art. 13 § 2 des Gesetzes vom 31.12.1963),
- die Genehmigung der Beschlüsse zur Ernennung oder Beförderung der Offiziere der Feuerwehrdienste sowie der Disziplinarmaßnahmen, die diese betreffen (Art. 13 § 4),
- die Genehmigung der Organisation eines vorgeschobenen Postens durch eine Gemeinde, die Gruppenzentrum ist, auf dem Gebiet einer anderen Gemeinde (Königlicher Erlass vom 8.11.1967 zur Organisation der kommunalen und regionalen Feuerwehrdienste und zur Koordinierung der Hilfeleistung bei Brand in Friedenszeiten),
- den Vorschlag der Einstufung einer Gemeinde in die Kategorie Y (Art. 12 desselben Erlasses),
- den Auftrag des Provinzgouverneurs als Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses, sich mit der Ausarbeitung eines Entwurfs eines Hilfeleistungsabkommens und der Ausarbeitung von Vorschlägen im Bereich der allgemeinen Sicherheitspolitik zu befassen (Art. 12 des Königlichen Erlasses vom 11. April 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Schaffung und die Arbeitsweise der Hilfeleistungszonen),
- den Auftrag des Provinzgouverneurs als Mitglied des Provinzialen Koordinierungsausschusses, sich mit der Koordinierung der Tätigkeiten der Hilfeleistungszonen der Provinz zu befassen (Art. 18 des Königlichen Erlasses vom 11. April 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Schaffung und die Arbeitsweise der Hilfeleistungszonen),
- den Auftrag des Provinzgouverneurs, der Generaldirektion des Zivilschutzes einen Vorschlag für die Verteilung der finanziellen staatlichen Unterstützung für Feuerwehrmaterial unter die Feuerwehrdienste der Provinz zu unterbreiten (Art. 18 § 3 des Königlichen Erlasses vom 11. April 1999 zur Festlegung der Modalitäten für die Schaffung und die Arbeitsweise der Hilfeleistungszonen),
- den Auftrag des Provinzgouverneurs, die in Artikel 20 des Königlichen Erlasses vom 8. November 1967 zur Organisation der kommunalen und regionalen Feuerwehrdienste und zur Koordinierung der Hilfeleistung bei Brand in Friedenszeiten erwähnten Abkommen unter Gemeinden zu billigen,
- den Auftrag des Provinzgouverneurs im Rahmen des internationalen Beistands (vgl. die zahlreichen bilateralen Abkommen über den gegenseitigen Beistand, pro Provinz),
- die Aufgabe des Provinzgouverneurs, dem Minister des Innern eine Stellungnahme über die Zulassung eines provinziellen Ausbildungszentrums für die Feuerwehrdienste und über den Entzug der Zulassung zu geben (Königlicher Erlass vom 4. Oktober 1985 über die provinziellen Ausbildungszentren für die Feuerwehrdienste).

1.6. Requirierungsbefugnis - Rechtsgrundlage

- Artikel 5 Absatz 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1963 über den Zivilschutz,
- Ministerieller Erlass vom 2. September 1996 zur Übertragung der Befugnis, in Friedenszeiten Requirierungen im Rahmen des Zivilschutzes durchzuführen,
- Rundschreiben vom 2. September 1996 über die Ausübung des Requirierungsrechts in Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 31. Dezember 1963 über den Zivilschutz. Die aus Artikel 5 des oben erwähnten Gesetzes vom 31. Dezember 1963 hervorgehende Requirierungsbefugnis kommt zur Zeit den Provinzgouverneuren - für das Gebiet ihrer jeweiligen Provinz - zu.

1.7. im Bereich der Anerkennung allgemeiner Naturkatastrophen - Rechtsgrundlage

- das Gesetz vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden,
- Rundschreibebrief vom 30. September 1997 an die Provinzgouverneure - Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden - Neues Verfahren,
- Ministerielles Rundschreiben vom 30. November 2001 über die Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden - Neue Kriterien für die Anerkennung allgemeiner Naturkatastrophen.

Wenn aus einem Gutachten des Königlichen Meteorologischen Instituts oder des Königlichen Observatoriums von Belgien über ein verhängnisvolles Ereignis hervorgeht, dass dieses Ereignis - auf der Grundlage des oben erwähnten Ministeriellen Rundschreibens vom 30. November 2001 - von außergewöhnlicher Art oder von nicht vorhersehbarer Heftigkeit war, übermittelt die Generaldirektion des Zivilschutzes den von diesem Ereignis betroffenen Provinzgouverneuren dieses Gutachten. Letztere werden dann aufgefordert, über eine Nachfrage bei den Bürgermeistern eine Akte mit einer Liste der von dem Ereignis betroffenen Gemeinden, einer Schätzung des Gesamtbetrags des an den Privatgütern verursachten Schadens und der Gesamtzahl der Entschädigungsanträge in ihrer Provinz zu erstellen.

Die Entschädigungsanträge müssen an den Provinzgouverneur gerichtet werden, der sie auch prüft.

Im Rahmen dieser Prüfung:

- erfolgt die Schadensfeststellung kontradiktorisch zwischen dem vom Gouverneur bestellten Sachverständigen und dem Geschädigten,
- fasst der Gouverneur einen Beschluss zur Gewährung einer Schadensersatzleistung an den Antragsteller,
- notifiziert der Gouverneur diesen Beschluss gleichzeitig an den Betroffenen und den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres.

Der FÖD Inneres erteilt der Landeskasse für Naturkatastrophen den Auftrag, dem Geschädigten die Schadensersatzleistung zu zahlen (Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2002 zur Schaffung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Inneres ist der Föderale Öffentliche Dienst Inneres sowohl für die Anerkennung allgemeiner Naturkatastrophen als auch für die Entschädigung der Opfer zuständig).

1.8. Noteinsatzplanung - Koordinierung der Einsätze bei verhängnisvollen Ereignissen, Katastrophen oder Unglücksfällen - Rechtsgrundlage

- das Gesetz vom 31. Dezember 1963 (Punkt 1.1),
- die Artikel 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 23. Juni 1971 zur Organisation der Aufträge des Zivilschutzes und zur Koordination der Operationen bei verhängnisvollen Ereignissen, Katastrophen und Unglücksfällen,
- das Rundschreiben vom 11. Juli 1990 über die Noteinsatzpläne - Ausführung des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken schwerwiegender Unfälle bei bestimmten industriellen Tätigkeiten. Die Noteinsatzpläne müssen dem Minister des Innern vorab zur Zustimmung vorgelegt werden. Je nach dem Umfang des Ereignisses, der geographischen Abgrenzung der festgestellten oder zu erwartenden Folgen der Gefahr und den erforderlichen Hilfsmitteln, können in der Noteinsatzplanung vier Phasen unterschieden werden:
 - Phase 1: die Aktion ist auf kommunaler Ebene beschränkt und wird dort koordiniert,
 - Phase 2: Phase der Verstärkung und Koordination auf kommunaler Ebene,
 - Phase 3: Koordination durch den Provinzgouverneur,
 - Phase 4: Koordination durch den Minister des Innern.
- Der Gouverneur leitet das provinzielle Krisenzentrum.
- Die Möglichkeit, besondere Vereinbarungen mit den Behörden vergleichbaren Niveaus der Nachbarstaaten im Rahmen der internationalen Abkommen über den gegenseitigen Beistand bei Unfällen oder Katastrophen abzuschließen (belgisch-französisches Abkommen vom 21/04/1981 und belgisch-niederländisches Abkommen vom 14/11/1984).

1.8.1. "Seveso" - Rechtsgrundlage

- Artikel 7 § 2 Nr. 1 und 2 des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken schwerwiegender Unfälle bei bestimmten industriellen Tätigkeiten. Das Gesetz vom 21. Januar 1987 ist durch das Gesetz vom 26. Mai 2002 abgeändert worden; diese Gesetzesnorm erteilt dem Provinzgouverneur keinerlei Auftrag.
- Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 19. Juni 1990 zur Festlegung der Art und Weise, wie Noteinsatzpläne erstellt werden,
 - das Rundschreiben vom 11. Juli 1990 (siehe Punkt 1.8.). Die Modalitäten für die allgemeine Einsatzplanung bleiben anwendbar auf die schwerwiegenden Unfälle in so genannten "Seveso-Betrieben". Das vorerwähnte Rundschreiben beschränkt sich nicht darauf, die allgemeinen provinziellen Noteinsatzpläne zu beschreiben, es präzisiert ebenfalls die Art und Weise, wie die so genannten "Seveso-Noteinsatzpläne" erstellt werden.
- das Gesetz vom 22. Mai 2001 zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der flämischen Region, der wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Eindämmung von Gefahren bei schwerwiegenden Unfällen im Umgang mit gefährlichen Substanzen (Artikel 25 § 1 Nr. 2 des Abkommens - B.S. vom 16.06.2001, 3. Ausgabe);

1.8.2. nukleare Gefahren - Rechtsgrundlage

- das Gesetz vom 15. April 1994 über den Schutz der Bevölkerung und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen und über die Föderale Nuklearkontrollbehörde (in Kraft getreten durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2001 - B.S. vom 30.08.2001),
 - Artikel 72 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 zur Festlegung einer allgemeinen Ordnung über den Schutz der Bevölkerung, der Arbeitnehmer und der Umwelt gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen,
 - der Königliche Erlass vom 27. September 1991 zur Festlegung des Noteinsatzplans für nukleare Risiken für das belgische Staatsgebiet. Die Befugnisse der Provinzgouverneure im Bereich der nuklearen Einsatzplanung werden im "Einsatzplan für nukleare Risiken für das belgische Staatsgebiet" beschrieben, der dem oben erwähnten Königlichen Erlass vom 27. September 1991 als Anlage beigelegt ist.

1.9. das Ausstellen von Rückreisevisa an (visumpflichtige) Ausländer

Bestimmte Personen halten sich in Belgien mit einem vorläufigen Aufenthaltsdokument auf, das nicht in der Anlage 4 der Schengener Richtlinien erwähnt ist; dies hat zur Folge, dass (visumpflichtige) Ausländer nach einer Reise ins Ausland nicht mehr nach Belgien zurückkommen können, ohne im Besitz eines neuen Visums zu sein.

In den meisten Fällen muss dieses Rückreisevisum in einer diplomatischen Vertretung im Ausland beantragt und ausgestellt werden; bestimmte Kategorien von Personen (z.B. Geschäftsleute, die aus beruflichen Gründen reisen müssen) können ihre Rückreisevisa jedoch auch beim Visum-Dienst von Belgien aus beantragen; die Visa werden dann von der am nächsten gelegenen Provinzialverwaltung ausgestellt.

Rechtsgrundlage: Benelux-Richtlinien und das Abkommen zur Ausführung der Schengener Abkommen.

Allgemeine Bedingungen für die Ausstellung eines Rückreisevisums:

- nur für Personen, die sich in einem Verfahren zur Familienzusammenführung befinden und im Besitz einer gültigen Registrierungsbescheinigung sind,
- nur wenn die Abreise zeitlich nicht mit dem Zeitpunkt der Kontrolle des Zusammenwohnens zusammenfällt,
- nur aus triftigen beruflichen oder humanitären Gründen und für Hochzeitsreisen.

Es wird ein Visum des Typs C für 10 Tage (ausnahmsweise für 15 Tage) ausgestellt.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 18*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, greift der Gouverneur in das Verfahren zur Einschränkung der Zunahme der ausländischen Bevölkerung in bestimmten Gemeinden ein und aufgrund von Artikel 44 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 1999 zur Festlegung der Regelung und der Betriebsregeln, die auf die vom Ausländeramt verwalteten Orte des belgischen Staatsgebiets anwendbar sind, wo ein Ausländer inhaftiert wird, hat der Gouverneur, der für das Gebiet zuständig ist, wo sich das geschlossene Zentrum befindet, im Rahmen der Ausübung seiner Funktionen Zugang zu diesem Zentrum.

1.10. Der Provinzgouverneur gibt seine Stellungnahme in Bezug auf die Verleihung von Ehreenauszeichnungen innerhalb der nationalen Orden und die Verleihung von staatsbürgerlichen Auszeichnungen für das allgemeine Dienstalter an das Personal der lokalen Polizei und der Feuerwehrdienste ab; der Provinzgouverneur gibt ebenfalls seine Stellungnahme zu Vorschlägen ab, die die Gemeinden abfassen, um eine staatsbürgerliche Auszeichnung für ein mutiges, selbstloses oder menschliches Handeln zu verleihen.

1.11. Im Allgemeinen verfügt der Gouverneur über eine implizite Befugnis zur Stellungnahme und zur Vermittlung bei Konflikten.

2. In Ausführung des Artikels 92*bis* § 4*quater* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Artikels 49 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 30. Mai 1994 ist der Gouverneur des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt verantwortlich für die Gemeindearchive der früheren Provinz Brabant.

3. Aufgrund der Bestimmungen der Artikel 20 § 2 und 35 § 1 der koordinierten Gesetze vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten übermittelt der Provinzgouverneur Bürgern, die darum bitten, gratis eine für richtig bescheinigte Übersetzung der Urkunden, die Privatpersonen betreffen.

4. Der Regierungskommissar des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt, der Vizegouverneur

Aufsicht über die Anwendung der Gesetze und Verordnungen über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten in den Gemeinden des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt (Artikel 65 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten).

5. Der Regierungskommissar, der beigeordnete Gouverneur der Provinz Flämisch-Brabant

Aufsicht über die Anwendung der Gesetze und Verordnungen über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten in den sechs Randgemeinden (Artikel 65*bis* der oben erwähnten koordinierten Gesetze).

6. Der Bezirkskommissar

Laut Artikel 132 der Provinzialgesetze gibt es - mit Ausnahme des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt - für einen oder für mehrere Verwaltungsbezirke einen Kommissar der Föderalregierung, der den Titel eines Bezirkskommissars trägt. Was hierüber jedoch in Punkt 1.1 für den Provinzgouverneur erwähnt ist, gilt ebenfalls für den Bezirkskommissar. Deshalb muss davon ausgegangen werden, dass die Artikel 135, 139 und 139*bis* nicht regionalisiert worden sind. Was die föderalen Aufträge der Bezirkskommissare betrifft, muss folgende Unterscheidung gemacht werden :

a) als Regierungskommissar und aufgrund von Gesetzen und Verordnungen ausgeübte Befugnisse:

* unter der Leitung des Gouverneurs für die Wahrung der Gesetze und der Verordnungen in Bezug auf die allgemeine Verwaltung sorgen (Artikel 133 des Provinzialgesetzes),

* Einsicht nehmen in die Personenstands- und Bevölkerungsregister der Gemeinden (Artikel 135 des Provinzialgesetzes),

* für die Aufrechterhaltung und Wiederherstellung der öffentlichen Ordnung sorgen; sie können zu diesem Zweck auf die föderale Polizei zurückgreifen. Die Bestimmungen von Artikel 128 betreffend den Gouverneur gelten ebenfalls für die Bezirkskommissare (Artikel 139 des Provinzialgesetzes),

* die Möglichkeit, bei tumultuösen Menschenansammlungen, bei Aufstand und gewalttätigem Widerstand gegen die Ausführung der Gesetze oder Verfügungen die Streitkräfte anzufordern. Artikel 129 des Provinzialgesetzes gilt sowohl für den Gouverneur als auch für die Bezirkskommissare (Artikel 139 des Provinzialgesetzes),

* verwaltungspolizeiliche Erlasse herausgeben zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und zur Ausführung von Artikel 139 des Provinzialgesetzes und des Gesetzes vom 5. Januar 1934,

* in ihrer Eigenschaft als Verwaltungspolizeioffizier die damit verbundenen Befugnisse ausüben (Art. 4 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt),

* Koordinierungsaufträge in Sachen Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung wahrnehmen (Rundschreiben des Ministers des Innern vom 10. Dezember 1987),

* über die vom Bürgermeister ausgehenden Anforderungen der föderalen Polizei informiert werden (Artikel 43 des Gesetzes vom 07/12/1998),

* regelmäßige dienstliche Kontakte mit dem Direktor-Koordinator der föderalen Polizei unterhalten (Artikel 103 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998),

* Mitglied der Kommission für die Sicherheit bei Automobilsportwettbewerben oder -wettkämpfen sein (KE vom 28. November 1997),

* spezifische Aufträge wahrnehmen bei der Anwendung des Sprachenrechts (Bezirkskommissare oder beigeordnete Bezirkskommissare für Comines-Mouscron, Voeren, Eupen-Malmedy-Sankt Vith)

* die offizielle deutsche Übersetzung von Gesetzen, Dekreten, Ordonnanzen, Erlassen und Verordnungen erstellen (beigeordneter Bezirkskommissar von Eupen-Malmedy-Sankt Vith, Art. 76 und 77 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft),

b) vom Gouverneur übertragene Aufträge:

Aufgrund des Artikels 139*bis* des Provinzialgesetzes kann der Gouverneur dem Bezirkskommissar für das gesamte Gebiet der Provinz oder einen Teil dieses Gebietes die Ausübung bestimmter Befugnisse oder Aufträge, die ihm durch Gesetz oder Verordnung in Bezug auf die allgemeine Verwaltung zuerkannt sind, anvertrauen. Dies erfolgt insbesondere in den Bereichen öffentliche Ordnung, zivile Sicherheit (Noteinsatzplanung, Organisation der Sicherheitszonen und der Regionalgruppen der Feuerwehr, Krisenmanagement,...), Verbrechensverhütung, Sicherheit im Straßenverkehr, Organisation der Wahlen,...

7. Der Provinzialrat

Der Provinzialrat besitzt die spezifische Befugnis, Polizeiverordnungen zu erlassen; diese Befugnis ist nur durch Gesetze, Dekrete oder Ordonnanzen und durch Verordnungen der föderalen oder regionalen Behörden sowie durch Gesetze, Dekrete oder Verordnungen, die bestimmte Befugnisse ausdrücklich den Gemeinden übertragen, beschränkt.

8. Der ständige Ausschuss

- Rechtsprechungsaufgabe in Streitsachen über Gemeindewahlen: Erklärung der Gültigkeit der Gemeindewahlen und Untersuchung der gegen diese Wahlen eingereichten Beschwerden (Artikel 74 bis 76 des Gemeindewahlgesetzes).

- Rechtsprechungsaufgabe insbesondere in Streitsachen über die Aberkennung der Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied aufgrund des Verlustes einer der Wählbarkeitsbedingungen (Artikel 10 des neuen Gemeindegesetzes) oder mit Bezug auf die Streitsachen, die in den Artikeln 75 und 76 des neuen Gemeindegesetzes erwähnt sind (Ausübung eines mit dem Mandat als Ratsmitglied unvereinbaren Amtes). Das Verfahren für die Ausübung dieser Aufgabe ist durch den Königlichen Erlass vom 17. September 1987 über das Verfahren vor dem ständigen Ausschuss in den Fällen, in denen er eine Rechtsprechungsaufgabe erfüllt, geregelt. Aufgrund von Artikel 83 *quinquies* § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen wird dieser Rechtsprechungsauftrag auf dem Gebiet des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt durch das rechtsprechende Kollegium der Region Brüssel-Hauptstadt durchgeführt.

- Der ständige Ausschuss ist für das Erteilen von Genehmigungen für die Organisation von Haussammlungen zu Wohlfahrtszwecken zuständig, wenn sie in mehreren Gemeinden derselben Provinz abgehalten werden (K.E. vom 22. September 1823).

- Der ständige Ausschuss ist für das Erteilen von Genehmigungen für die Organisation von Tombolas zuständig, wenn die Ausgabe der Lose in verschiedenen Gemeinden derselben Provinz erfolgt und angekündigt beziehungsweise veröffentlicht wird (Gesetz vom 31. Dezember 1851).

- Der ständige Ausschuss ist ebenfalls für die Erklärung der Gültigkeit der Wahlen der Mitglieder des Polizeirates und für die Untersuchung der gegen diese Wahlen eingereichten Beschwerden zuständig (Art. 18 *bis* und 18 *ter* des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes).

9. Das Kollegium der Provinzgouverneure

Gemäß Artikel 131 *bis* des Provinzialgesetzes, eingefügt durch Artikel 1 des Gesetzes vom 9. August 1988 zur Abänderung des Gemeindegesetzes, des Gemeindewahlgesetzes, des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfezentren, des Provinzialgesetzes, des Wahlgesetzbuches, des Grundlagengesetzes über die Provinzialwahlen und des Gesetzes zur Organisation von gleichzeitigen Wahlen für die gesetzgebenden Kammern und die Provinzialräte

(sogenanntes "Pazifizierungsgesetz"), setzt sich das Kollegium der Provinzgouverneure aus den Gouverneuren aller Provinzen zusammen. In den in Artikel 83 Absatz 2 des neuen Gemeindegesetzes und in Artikel 22 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Fällen tagen die Gouverneure der Provinzen Hennegau und Limburg nicht im Kollegium.

Es muss daran erinnert werden, dass die Bestimmungen des Pazifizierungsgesetzes nicht an die Regionen übertragen worden sind und somit weiterhin zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehören.

Die Modalitäten für die Arbeitsweise des Kollegiums - insbesondere um in seiner Mitte die sprachliche Parität zu gewährleisten - werden durch den in Punkt 1.2. erwähnten Königlichen Erlass vom 6. September 1988 geregelt.

Das Kollegium gibt eine Stellungnahme ab zu den Vorschlägen von Beschlüssen, die der Gouverneur der Provinz Limburg oder der Provinz Hennegau in folgenden Angelegenheiten macht:

- die Ernennung eines Bürgermeisters außerhalb der Reihen der belgischen gewählten Ratsmitglieder, was die Gemeinden Comines-Warneton und Voeren betrifft (Artikel 13 Absatz 3 des neuen Gemeindegesetzes),

- die einstweilige Amtsenthebung oder Entfernung aus dem Dienst eines Schöffen wegen offenkundigen schlechten Lebenswandels oder grober Fahrlässigkeit (Artikel 83 Absatz 2 des neuen Gemeindegesetzes),

- die Verwaltungsaufsicht über die Gemeinde Comines-Warneton oder Voeren (Artikel 264 bis 269 des neuen Gemeindegesetzes, siehe Punkt 1.2).

In Streitsachen über Gemeindewahlen oder Wahlen des ÖSHZ in den Gemeinden Comines-Warneton oder Voeren übt das Kollegium der Provinzgouverneure die Befugnisse des ständigen Ausschusses aus.

Vorliegendes Rundschreiben beschränkt sich darauf, die von den Provinzialbehörden für den FÖD Inneres ausgeübten Aufgaben aufzulisten. Demnächst schicke ich Ihnen ein zweites Rundschreiben betreffend die föderal gebliebenen Aufgaben, die die Provinzialbehörden für die anderen Föderalen Öffentlichen Dienste ausüben.

Der Minister des Innern

A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2003/00159]

Rapport d'activités du Collège des Gouverneurs de province du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002

(article 6, § 4, de l'arrêté royal du 6 septembre 1988 fixant les modalités de fonctionnement du Collège des Gouverneurs de province, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1995)

A. COMPOSITION DU COLLEGE DES GOUVERNEURS

Groupe néerlandophone :

- M. H. Balthazar, gouverneur de la province de Flandre orientale;
- M. C. Paulus, gouverneur de la province d'Anvers;
- M. L. De Witte, gouverneur de la province du Brabant flamand;
- Mme H. Houben-Bertrand, gouverneur de la province de Limbourg;
- M. P. Breynne, gouverneur de la province de Flandre occidentale, secrétaire du Collège des Gouverneurs pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002.

Groupe francophone :

- M. P. Bolland, gouverneur de la province de Liège, président du Collège des Gouverneurs pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002;
- M. M. Tromont, gouverneur de la province de Hainaut;
- M. A. Dalem, gouverneur de la province de Namur;
- M. B. Caprasse, gouverneur de la province de Luxembourg;
- M. E. Hendrickx, gouverneur de la province du Brabant wallon.